

Israël en « guerre permanente », stratégie pour sceller le sort de l'État de Palestine

Thomas Vescovi | 21 mai 2025



L'opération « Mur de fer », lancée le 21 janvier 2025 par l'armée israélienne sur la Cisjordanie, rappelle la logique de l'[opération « Rempart »](#) mise en place en 2002 par le gouvernement d'Ariel Sharon : bouclage de la Cisjordanie, déplacements de population, arrestations en grand nombre, destructions d'infrastructures et multiplication d'incursions militaires meurtrières dans des zones urbaines. L'écueil serait de considérer que ces deux opérations militaires soient décorrélées : la première, strictement liée à la seconde Intifada, et la seconde, à l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. Davantage que la réitération en deux décennies de politiques répressives à grande échelle, il convient de saisir ce qui les relie, à savoir un processus colonial profond et continu visant à empêcher la viabilité d'un État de Palestine dans les lignes frontalières de 1967, exerçant sa souveraineté sur la bande de Gaza et la Cisjordanie – avec Jérusalem-Est pour capitale.

Ainsi, c'est en toile de fond de la guerre à Gaza que s'est accélérée l'emprise israélienne sur la Cisjordanie, où, sous couvert de « lutte contre le terrorisme », des milliers de Palestiniens sont confrontés à une dépossession à la fois matérielle et politique. Ces enjeux historiques pour l'avenir des deux populations se trouvent déterminés par des considérations où se mêlent intérêts personnels et survie de clans politiques. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu espère toujours que sa carrière se poursuive, en scellant définitivement le sort de la « question palestinienne ». Il convient dès lors de s'interroger sur le cadre au sein duquel prend place l'opération militaire israélienne en Cisjordanie et comment cette stratégie de « guerre permanente », orchestrée par Benjamin Netanyahu, cherche à entériner la fin de toute solution à deux États.

Entre non-violence et invisibilisation

De la seconde Intifada (2000-2005) aux attaques du 7 octobre 2023, deux dynamiques différentes ont traversé les sociétés israélienne et palestinienne. Au sein de cette dernière, l'écrasement de toute forme de résistance a engagé dans la seconde moitié des années 2000 un débat au sein de certaines factions politiques, en reconsidérant l'idée que la lutte armée serait le principal moyen d'action à l'encontre des forces d'occupation israéliennes. Cette évolution doit être appréhendée au regard du

[coût payé par les Palestiniens en Cisjordanie](#) : des milliers de victimes, pour l'essentiel civiles, et près des deux tiers de la population sous le seuil de pauvreté. Surtout, l'armée israélienne s'est efforcée à détruire, méticuleusement, tous les lieux qui incarnaient une vie culturelle, politique, économique et sociale palestinienne.

Un nouveau processus politique palestinien débute en 2007 avec la nomination de Salam Fayyad comme Premier ministre de l'Autorité palestinienne (AP), visant à assurer l'[existence d'un État palestinien à l'horizon 2011](#). À l'échelle internationale, cela se traduit par une diplomatie ancrée dans un discours légaliste visant à consolider la reconnaissance de cet État de Palestine par l'adhésion aux organisations internationales – notamment l'admission à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO, 2011), l'obtention du statut d'État non membre observateur à l'Organisation des Nations unies (ONU, 2012) et l'adhésion au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI, 2015). Ce mouvement a également pu compter sur l'émergence de nouveaux cadres, nés avant ou au moment des accords d'Oslo, diplômés de grandes universités et engagés soit directement dans la diplomatie de l'Autorité palestinienne, soit dans la professionnalisation d'organisations non gouvernementales (ONG) contribuant à dénoncer et à documenter les crimes de l'occupation israélienne dans les instances de justice internationale. Enfin, au niveau local, une [résistance populaire et non violente](#) s'est constituée au sein d'un réseau de villages de Cisjordanie dépossédés de leurs terres par la construction du mur ou la colonisation, et a bénéficié de la solidarité de la gauche radicale israélienne et d'internationaux.

Côté israélien, la stratégie d'Ariel Sharon, puis de Benyamin Netanyahu à partir de 2009, visait à gérer le conflit avec les Palestiniens en réduisant son intensité par l'installation d'un ensemble de dispositifs sécuritaires. En 2005, l'armée israélienne se retire de la bande de Gaza, démantelant les colonies qui s'y trouvaient, au profit d'un contrôle du territoire par l'extérieur via l'imposition d'un blocus qui se renforce à partir de 2007 et la prise du pouvoir du Hamas. Un retrait unilatéral conçu, [selon le cabinet de Sharon](#), comme la « dose de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens » : il ne s'agit pas d'un transfert de compétences et du pouvoir à une autorité palestinienne, mais l'impossibilité pratique pour un gouvernement palestinien d'exercer sa pleine souveraineté sur le territoire.

En Cisjordanie, le mur et la finalisation des routes dites de contournement, qui permettent aux colons de rejoindre les grandes zones urbaines d'Israël sans traverser de communes palestiniennes, fragmentent et morcellent le territoire au détriment des Palestiniens. Si la diplomatie israélienne parle d'un processus de « séparation », il convient davantage d'y voir la [mise en place d'un système de filtrage](#), où les centaines de *checkpoints* renforcent l'emprise territoriale d'Israël et permettent aux forces d'occupation de gérer les déplacements des Palestiniens. Parallèlement, à aucun moment la colonisation ne s'est interrompue : [d'après les Nations Unies](#), en 2023, 710 000 Israéliens résidaient illégalement, au regard du droit international, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. [L'ONG israélienne B'Tselem](#) a enregistré une croissance de 222 % entre 2000 et 2021. Prise dans sa globalité, cette stratégie empêche l'[unité et la continuité géographique d'un Territoire palestinien](#).

Ces deux dynamiques ont produit une réalité où l'existence de l'État de Palestine s'est renforcée sur la scène internationale, alors que sur le terrain, sa capacité à exercer sa souveraineté est rendue impossible. Confrontée aux limites de sa stratégie d'internationalisation, qui se heurte notamment au refus états-unien de permettre l'adhésion de la Palestine en tant qu'État membre à l'ONU, la « question palestinienne » semble progressivement être reléguée au second plan des problématiques internationales. Si les soulèvements du printemps arabe dès 2011, notamment les guerres en Libye et en Syrie, contribuent à marginaliser la question palestinienne, l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis en 2017, quant à elle, accentue cette dynamique et complexifie davantage la situation. Son élection apparaît en effet comme une opportunité historique pour Benyamin Netanyahu, qui l'exploite pour affaiblir la « cause palestinienne » sur trois fronts.

D'abord, avec l'aide de la diplomatie états-unienne, Israël a ciblé l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), [en multipliant les accusations à son encontre](#) afin de couper son financement. Sur les [14,3 millions de Palestiniens à travers le monde](#), près de 40 % (soit 5,6 millions) sont enregistrés comme réfugiés auprès de l'agence. L'existence de cette institution rappelle leur droit légitime au retour ou au moins à un dédommagement, comme le prévoit la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies. Ensuite, Donald Trump a initié un acte diplomatique fort en transférant, en 2018, l'Ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, pour marquer sa reconnaissance de la ville comme capitale indivisible d'Israël. Ce mouvement, suivi dans la foulée par le Guatemala, le Honduras ou la République tchèque, vise du point de vue israélien à liquider définitivement l'espoir palestinien d'une ville partagée en capitale des deux États. L'année suivante, les États-Unis présentent un [prétendu « plan de paix pour la prospérité »](#), promu par la Maison-Blanche comme le « deal du siècle », mais qui dans les faits avalise toutes les demandes israéliennes. Enfin, sous l'égide de Donald Trump, plusieurs États arabes normalisent leurs relations avec Israël en signant notamment les accords d'Abraham, sans considération aucune pour l'État de Palestine.

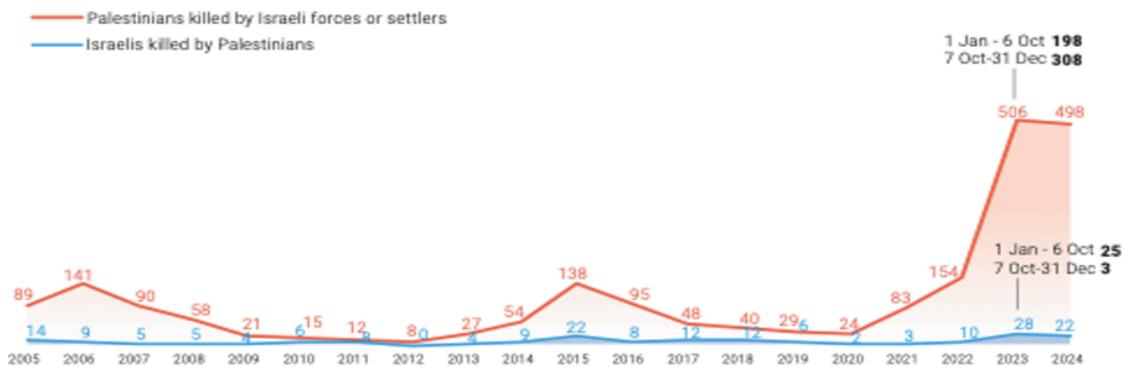
Ainsi, à la fin du premier mandat du républicain, la « question palestinienne » est marquée par une invisibilisation qui se traduit par un faible intérêt des principales chancelleries arabes et occidentales, illustrée par le déclin de la couverture médiatique du Territoire palestinien.

Une résistance armée renouvelée

En 2021, la menace d'expulsion de Palestiniens de Jérusalem-Est par une décision de justice israélienne au profit des colons entraîne un soulèvement qui replace brièvement la Palestine au centre de l'attention internationale. Dans les mois qui suivent, plusieurs villes palestiniennes de Cisjordanie voient l'émergence de bataillons armés indépendants des traditionnelles factions palestiniennes. À Jénine, Naplouse ou Tulkarem, une nouvelle génération entend rompre avec le choix porté par l'Autorité palestinienne au cours des deux dernières décennies en [renouant avec la lutte armée](#).

Leur calcul est pour le moins rationnel. Premièrement, ils constatent l'échec patent des autres formes de lutte (négociations directes avec Israël, recours aux instances internationales et lutte populaire non violente) face à l'invisibilisation de la question palestinienne. Deuxièmement, l'occupation militaire israélienne et la violence des colons continuent de faire entre plusieurs dizaines et une centaine de tués par an (voir graphiques ci-dessous), sans qu'aucune perspective politique ne puisse faire espérer aux proches des victimes un accès à une forme de justice ou de protection. Enfin, il s'agit aussi d'une absence de perspectives socio-économiques pour une jeunesse palestinienne dont l'avenir dépend des autorités israéliennes.

FATALITIES



ATTACKS BY ISRAELI SETTLERS AGAINST PALESTINIANS THAT RESULTED IN CASUALTIES AND/OR PROPERTY DAMAGE



Source : [Bureau des Nations unies de la coordination des affaires humanitaires](#)

Dans le même temps, il n'en reste pas moins que ce choix s'avère sans issue du fait de l'extrême asymétrie des rapports de force. Les dispositifs sécuritaires israéliens mis en place depuis 1967, drastiquement développés et renforcés depuis la seconde Intifada, imposent aux près de 3 millions de Palestiniens de Cisjordanie une surveillance permanente soutenue par la coopération sécuritaire de l'Autorité palestinienne ne laissant aucun angle mort pour penser une organisation autonome. Ce maillage sécuritaire du territoire explique, en partie, la raison pour laquelle ces groupes naissent au sein de camps de

réfugiés ou de vieilles villes, comme à Naplouse. La forte densité et l'architecture singulière de ces lieux, faite de ruelles et de passages étroits, permettent de pouvoir échapper partiellement à la surveillance, favorisant ainsi la réunion [de groupe de jeunes liés par des relations et des solidarités locales fortes](#).

Entre 2021 et 2022, le gouvernement hétéroclite composé des opposants à Benyamin Netanyahou et dirigé par l'ultra-nationaliste Naftali Bennet s'emploie au démantèlement de ces groupes et à toutes les autres formes de résistance. Comme le montre les graphiques ci-dessus du [Bureau de la coordination des affaires humanitaires \(OCHA\)](#) des Nations unies, les forces d'occupation multiplient les raids destructeurs et meurtriers : 83 Palestiniens sont tués en Cisjordanie en 2021, 154 en 2022 et 198 entre le 1^{er} janvier et le 6 octobre 2023. Parallèlement, les attaques de colons explosent et la colonisation passe, sous l'impulsion du nouveau gouvernement Netanyahou, comprenant des ministres d'extrême droite, à une vitesse inégalée : [un rapport publié en août 2024](#) par la représentation de l'Union européenne dans le Territoire palestinien occupé pointe en 2023 un nombre record, depuis 1993, de permis de construire en Cisjordanie et à Jérusalem-Est délivrés par les autorités israéliennes en faveur des colons. Respectivement, 12 349 et 18 333 nouveaux logements ont été autorisés. Enfin, en octobre 2021, le ministre de la Défense, Benny Gantz, annonce le placement de six ONG palestiniennes, parmi les plus actives dans la défense des droits humains, sur la liste des organisations terroristes, justifiant ainsi les incursions de l'armée contre leurs locaux et l'arrestation de leur personnel.

Ces politiques répressives prennent place alors qu'[Israël connaît un mouvement de contestation](#) sans précédent dans l'histoire du pays, dirigé contre Benyamin Netanyahou, puis, à partir de 2023, en soutien à la Cour suprême, devenue la cible d'une offensive du gouvernement. Toutefois, à aucun moment pendant les 40 semaines de mobilisation, ces opposants, à l'exception notable du bloc anti-occupation composé de la gauche radicale, n'ont articulé leur lutte à une dénonciation des politiques menées en Cisjordanie. Cet état de fait démontre à quel point l'invisibilisation des Palestiniens a pénétré profondément la société juive israélienne, convaincue qu'une problématique coloniale pouvait être résolue par une stricte réponse sécuritaire.

La stratégie de la « guerre permanente »

Les failles de la défense israélienne révélées par le 7 Octobre ont entamé la confiance des Israéliens dans leur gouvernement, que le mouvement de contestation avait déjà grandement fragilisé. [La première enquête de l'Israel Democracy Institute](#) qui suit l'attaque du Hamas révèle que seulement 20,5 % des Israéliens font confiance au gouvernement, contre 87 % en faveur de l'armée. Le Premier ministre Benyamin Netanyahou, par ailleurs visé par plusieurs procès pour corruption, engage en guise de riposte une guerre à grande échelle, derrière laquelle il espère pouvoir unir une majorité de Juifs israéliens. Pendant les premiers mois, les sondages semblent lui donner raison : tombé au plus bas, son parti, le Likoud, repasse à partir du printemps 2024 en tête des intentions de vote en cas de nouvelle élection. Si le Premier ministre a pu capitaliser sur les éliminations des chefs du Hamas dans la bande de Gaza et du Hezbollah au Liban, couplés à la chute du régime syrien qui constituait un chaînon majeur de l'[« axe de la résistance »](#), son soutien sans faille à l'option militaire au détriment d'un accord pour obtenir la libération des otages rend sa position plus fragile qu'elle n'y apparaît. En mars 2025, [une enquête de l'institut précédemment citée](#) révèle que 87 % des Israéliens considèrent que Netanyahou doit prendre sa part de responsabilité dans le 7 Octobre et démissionner immédiatement (48 %) ou dès la fin de la guerre (24,5 %).

En signant un accord de cessez-le-feu le 15 janvier 2025, Benyamin Netanyahou n'envisageait pas pour autant une fin définitive de la guerre. Si nous ne souscrivons pas à l'idée d'un Premier ministre israélien cédant aux exigences de Donald Trump, c'est parce que nous tenons compte de la situation globale en Palestine : la guerre s'est déplacée en Cisjordanie sans pour autant que la pression sur la bande de Gaza ne retombe réellement. De plus, le contexte militaire semble jusqu'ici avoir permis à Benyamin Netanyahou de [repousser certaines questions de politique interne](#) et de souder la coalition gouvernementale. Les partis d'extrême droite [ont rappelé à plusieurs reprises leur refus](#) d'un accord avec le Hamas, tout comme leur souhait [d'acter officiellement l'annexion de la Cisjordanie](#). La signature du cessez-le-feu a entraîné notamment Itamar Ben Gvir, leader du parti suprémaciste Otzma Yehudit (« Force juive »), à quitter temporairement la coalition. Cependant, la mise sous pression de la Cisjordanie satisfait l'autre tendance d'extrême droite, représentée par Bezalel Smotrich, ministre des Finances et leader du Mafdal (Parti national religieux-Sionisme religieux), qui a annoncé vouloir [faire de 2025 l'année de l'annexion de la Cisjordanie](#).

Au lendemain du 7 Octobre, le déploiement massif de l'armée en direction du « front sud » a été compensé en Cisjordanie par la mobilisation des réservistes de l'unité Agmar, essentiellement composée de colons. Peu formés et particulièrement agressifs, ses membres ont bénéficié d'une large liberté d'action : dans plusieurs zones palestiniennes confrontées depuis des années à la violence de colons, du jour au lendemain, ces mêmes agresseurs sont revenus vêtus cette fois en uniforme de l'armée. L'intensité de la guerre sur la bande de Gaza, dont le caractère génocidaire est pointé par un large consensus, a attiré une grande

partie de l'attention médiatique, faisant passer la Cisjordanie au second plan, alors même que le niveau de violence est sans précédent depuis la seconde Intifada.

Entre le 7 octobre 2023 et le 4 avril 2025, les chiffres de l'OCHA pour la Cisjordanie indiquent 913 Palestiniens tués, des milliers arrêtés, plus de 1 130 bâtiments partiellement ou totalement détruits – forçant plus de 40 000 Palestiniens à être déplacés – et 1 982 attaques de colons recensées. Les images diffusées sur les réseaux sociaux documentent de nombreux cas d'humiliation et de violence exercée sans limite, des dommages infligés aux infrastructures sans raison stratégique apparente ou des tirs sur des civils ne représentant aucune menace.

Une nouvelle séquence, en attente de nouveaux acteurs ?

Le « conflit israélo-palestinien » est entré dans une nouvelle séquence où toutes les hypothèses méritent l'attention, du « réaliste » [plan arabe](#) aux desseins de Donald Trump visant à faire de Gaza [une nouvelle Riviera](#). Aussi fantasques que puissent paraître les annonces du président des États-Unis, elles méritent d'être prise en considération dès lors qu'elles permettent, en Israël, de lever un tabou. Particulièrement, depuis le 17 mars et la reprise des bombardements suivie de l'invasion terrestre de la bande de Gaza, plusieurs [représentants du gouvernement](#) parlent explicitement de leur désir d'un déplacement des Palestiniens hors du territoire. Une enquête d'opinion indique que près de [70 % des Israéliens](#) soutiennent cette idée. Plusieurs témoignages de Palestiniens de Gaza ou de la diaspora palestinienne laissent entendre que des milliers de familles auraient déjà quitté le territoire, [accueillis dans différents États de par le monde](#), grâce notamment à un regroupement familial élargi – un processus qui pourrait s'accélérer dans les semaines à venir.

Sauf dissolution de la Knesset, de nouvelles élections doivent se tenir en Israël à l'automne 2026. Le gouvernement a déjà fait savoir que les opérations en cours en Cisjordanie pourraient s'étendre sur une année. Si l'avenir politique de Benjamin Netanyahu paraît fortement compromis, il faut tenir compte des fragilités de son opposition : elle est hétéroclite et donc incapable, pour l'heure, de proposer un projet politique cohérent. Une telle dualité peut-elle offrir une opportunité à une troisième voie ? C'est ce qui semble, [d'après plusieurs analystes](#), se dessiner avec le retour en politique, progressif mais réel, de Naftali Bennett. Celui-ci pourrait rassembler à ses côtés les opposants de Benjamin Netanyahu issus de la droite nationaliste, les sionistes religieux (dont il est originellement issu) et les représentants de la « *start-up nation* » où il a fait sa carrière professionnelle.

Ces enjeux politiques peuvent naturellement connaître d'importants rebondissements. En juin, l'Arabie saoudite et la France ont prévu de présider à New York un sommet qui pourrait aboutir à la reconnaissance de l'État palestinien. Une perspective rejetée par une nette majorité de députés israéliens, qui ont soutenu [à deux reprises en 2024 des résolutions](#) s'opposant à une souveraineté palestinienne à l'ouest du Jourdain, mais aussi par 71 % d'Israéliens selon [un sondage du Jewish National Syndicate](#) réalisé en janvier 2025. Or, en refusant de reconnaître le droit à l'autodétermination des Palestiniens, les dirigeants israéliens placent leur société face à un dilemme entre la pleine égalité pour l'ensemble des populations ou le [renforcement d'un régime d'apartheid](#). D'autant plus que la réalité démographique entre la mer Méditerranée et le fleuve Jourdain impose sa propre réalité, celle d'une population arabe palestinienne désormais majoritaire, que la colonisation ne peut inverser à moins d'un nettoyage ethnique et d'un transfert massif de population. C'est ce à quoi semble s'employer le gouvernement israélien, sans pour le moment que son impunité ne soit réellement menacée par ses principaux alliés occidentaux.

[Crédits photo : rrodrickbeiler](#)

Thomas Vescovi

Thomas Vescovi est doctorant en Étude et science politiques (CéSor-EHESS ; Repi/Omam-ULB). Cofondateur et membre du collectif de recherche Yaani, il contribue également à plusieurs médias (*Le Monde diplomatique*, *Orient XXI*). Il est l'auteur de *La Mémoire de la Nakba en Israël* (L'Harmattan, 2015) et de *L'Échec d'une utopie. Une histoire des gauches en Israël* (La Découverte, 2021).

Comment citer cette publication

Thomas Vescovi, « Israël en « guerre permanente », stratégie pour sceller le sort de l'État de Palestine », *Le Rubicon*, 21 mai 2025 [<https://lerubicon.org/?p=8854>].

